Conférence du désarmement

18 septembre 2020
Français
Original : anglais/russe

Note verbale datée du 18 septembre, adressée à la Secrétaire générale de la Conférence du désarmement par la Mission permanente de la Fédération de Russie, transmettant le texte du commentaire du Département de l'information et de la presse du Ministère russe des affaires étrangères sur la situation en ce qui concerne M. Alexei Navalny

La Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève présente ses compliments à la Secrétaire générale de la Conférence du désarmement, S. E. M^{me} Tatiana Valovaya, et a l'honneur de lui faire tenir ci-après le texte du commentaire du Département de l'information et de la presse du Ministère russe des affaires étrangères sur la situation en ce qui concerne M. Alexei Navalny.

La Mission permanente de la Fédération de Russie prie de bien vouloir faire le nécessaire pour que le texte de ce commentaire soit publié en tant que document officiel de la session de 2020 de la Conférence du désarmement et distribué à tous les États membres et États observateurs de la Conférence.

La Mission permanente saisit cette occasion pour renouveler à la Secrétaire générale de la Conférence du désarmement et au secrétariat les assurances de sa très haute considération.

**Commentaire du Département de l'information et de la presse
du Ministère russe des affaires étrangères sur la situation
en ce qui concerne A. Navalny
(17 septembre 2020)**

Nous avons pris note de la polémique déclenchée sous l'impulsion de Berlin, Paris, Stockholm et, certainement, du principal « gardien » de la « solidarité » euroatlantique – Washington – au sujet des demandes d'information du Bureau du Procureur général russe et du Ministère russe des affaires étrangères concernant les conclusions relatives au prétendu empoisonnement d'A. Navalny par un agent de la famille du « Novitchok » qui ont été formulées par les laboratoires certifiés de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) de la République fédérale d'Allemagne, de la France et de la Suède.

Nous sommes défavorablement impressionnés par le fait que l'Allemagne, refusant son aide aux forces de l'ordre russes, a transmis secrètement à ses partenaires de confiance le matériel biologique d'A. Navalny. Il est clair que cela était motivé par des considérations politiques, pour que Paris et Stockholm confirment automatiquement les accusations gratuites de Berlin visant la Russie.

Il est difficile de ne pas se souvenir aujourd'hui des événements de 2018, lors desquels la partie suédoise, au plus fort de la longue hystérie à l'Ouest concernant « l'affaire Skripal », nous avait assuré que le laboratoire de recherche relevant de l'Institut de recherche pour la défense de la ville suédoise d'Umea, qui confirme aujourd'hui « l'empoisonnement » d'A. Navalny, n'avait et ne pouvait avoir aucun échantillon de « Novitchok ». En fait, il apparaît que les experts suédois se sont avérés compétents pour établir « avec une précision de cent pour cent » la présence de cet agent toxique dans le matériel biologique du blogueur russe. À ce sujet, nous aimerions citer Asa Scott, une représentante de cet institut, qui a déclaré ce qui suit au journal « *Der Spiegel* » : « Nous pouvons confirmer de manière catégorique que les échantillons recueillis sur M. Navalny contenaient une neurotoxine de la famille du "Novitchok". Ces neurotoxines sont extrêmement toxiques. Une goutte peut provoquer la mort. »

Dans ce contexte, il est révélateur que pendant toute la semaine passée, les responsables du Secrétariat technique de l'OIAC n'ont répondu à nos demandes que par des haussements d'épaules – affirmant que l'OIAC n'avait absolument aucun lien avec l'affaire concernant A. Navalny. Dans le même temps, l'équipe franco-anglo-saxonne de fonctionnaires qui prédomine au sein de la direction du Secrétariat technique a mené une « opération » secrète visant à recueillir du matériel biologique supplémentaire d'A. Navalny, qui a été transmis pour analyse à deux autres laboratoires de l'OIAC. Il ne faudra pas s'étonner si l'on apprend qu'il s'agit du laboratoire suisse de Spiez et du laboratoire britannique de Porton Down, qui se sont déjà distingués dans « l'affaire Skripal ».

Nous ne pouvons que constater avec regret que les pays de l'Ouest ont franchi toutes les limites, transformant l'OIAC, organisation qui faisait autrefois autorité, en un sale instrument de réalisation de leurs visées destructrices.